

*Questions orales*

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas respecté l'engagement qu'il a pris envers cette région? Pourquoi manque-t-il toujours aux promesses qu'il fait aux régions les moins favorisées?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, à propos de la crise du secteur des pêches dans la région de l'Atlantique, nous avons réagi sans tarder aux annonces de mise à pied le mois dernier et plus tôt ce mois-ci. Le très honorable député ne l'ignore pas.

Nous avons mis en oeuvre un train de mesures évaluées à 130 millions de dollars et comprenant des programmes d'aide industrielle, un programme destiné aux travailleurs âgés et le programme Développement des collectivités. Au nombre des régions qui profiteront des programmes spéciaux, notons Grand Banks et Trepassey, à Terre-Neuve, et le comté de Guysborough, où se trouve Canso en Nouvelle-Écosse.

Parmi les options offertes dans le cadre de cette aide de 130 millions de dollars, on compte des programmes d'aide destinés à la petite entreprise, comme les programmes pour les nouveaux entrepreneurs, la formation professionnelle et l'aide à la réinstallation. Un comité chargé sera formé dans chacune des localités pour établir les besoins et choisir les programmes appropriés, relativement au Développement des collectivités.

C'est là la première étape d'une série de mesures qui doivent être prises tant sur le plan national qu'international, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les syndicats et l'industrie, afin de surmonter la crise qui sévit bel et bien dans le secteur des pêches de la région de l'Atlantique par des initiatives généreuses qui tiennent compte de l'ensemble de la situation. C'est ainsi que nous avons soutenu d'autres secteurs d'importance nationale, comme l'agriculture, et nous ferons preuve de la même générosité pour le secteur des pêches.

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, pourquoi le premier ministre n'admet-il pas, comme son ministre du Commerce extérieur l'a déjà fait, que toute subvention accordée au secteur de la pêche dans le Canada atlantique pour surmonter cette crise serait considérée comme une pratique commerciale déloyale en vertu de l'accord qu'il a signé avec le président des États-Unis et pourrait provoquer l'imposition de droits compensateurs?

Le premier ministre peut-il expliquer aux Canadiens quelles sont les subventions qui ne peuvent plus être accordées parce qu'il a signé cet accord avec les États-Unis?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, les subventions auxquelles mon très

honorables collègues fait allusion n'ont absolument rien à voir avec l'Accord de libre-échange. Il sait pertinemment qu'on parle ici du GATT, qui renferme les mêmes types de règles et de stipulations que mon collègue devrait connaître.

En ce qui concerne les initiatives qui peuvent être prises dans l'ensemble du Canada atlantique, je lui souligne que, par exemple, depuis le 15 février 1988, l'APECA a approuvé 6 966 projets dans cette région. Elle s'est engagée à accorder une aide fédérale de 670 millions de dollars, ce qui représentera un investissement total de 1,8 milliard de dollars. Ainsi, 18 000 emplois seront créés dans la région de l'Atlantique.

• (1240)

C'est peut-être pour cette raison que, ce matin, le premier ministre Frank McKenna, chef du gouvernement du Nouveau-Brunswick, a tenu les propos suivants, que je tiens à citer à mon collègue: «L'économie du Nouveau-Brunswick n'est pas en crise. Nous avons assurément quelques problèmes à court terme avec, plus particulièrement, l'industrie de la pêche, ce qui provoque un léger ralentissement de l'économie, mais celle-ci n'est pas en crise.»

C'est ce que j'ai essayé de faire valoir. C'est un point de vue parfaitement défendable. Il y a une crise très grave dans le secteur de la pêche. D'autres secteurs du Canada atlantique sont très vigoureux. Continuons de miser sur ces points forts et unissons nos efforts pour tirer le secteur de la pêche de cette crise.

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Ce genre de pédantisme ne consolera pas les pêcheurs des provinces de l'Atlantique.

Je voudrais citer les paroles d'un autre premier ministre provincial et celles du ministre du Commerce extérieur, lorsqu'ils ont exclu la possibilité de subventions gouvernementales pour les usines de transformation de poisson à Terre-Neuve, parce que les entreprises de pêche américaines pourraient contester toute subvention du genre en vertu de l'Accord de libre-échange. Monsieur le Président, pour continuer dans cet esprit. . .

[Français]

Une des conséquences de l'entente de libre-échange avec les États-Unis fait que nous ne pouvons plus nous assurer que le produit de nos pêches soit transformé dans nos propres usines de transformation de poisson. En abandonnant notre droit d'imposer une taxe à l'exportation, nous avons du même coup laissé tomber notre droit sur le GATT de protéger nos usines de transformation. Est-ce que le premier ministre va finalement admettre que cela, c'est vraiment le cas?